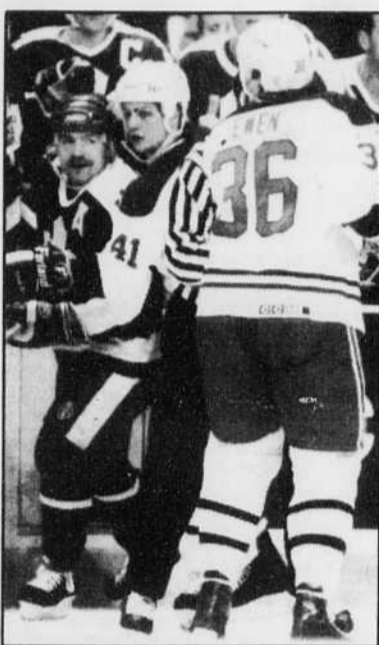


**SPORTS**

**Les dirigeants des Faucons en brouille avec la LHJMQ**

**Le Canadien bat Toronto 7-3 et talonne les Bruins**



Todd Ewen, qui devait prendre soin de Wendel Clark, a écopé de punitions qui ont mené aux deux premiers buts des Maple Leafs, hier au Forum.

**ESSENCE A2**

**De plus en plus d'Estriens font le plein aux États-Unis**

**RÉFÉRENDUM A4**

**Les étudiants de l'U de S en faveur de l'indépendance**

**TÉLÉVISION C1**

**Jean Pouliot n'exclut pas la fermeture de TQS**

**SÉNAT B5**

**Débat final sur le projet de loi sur l'avortement**

**URSS B6**

**La Lituanie adresse une demande de retrait de l'armée**



Le Parlement lituanien a voté à l'unanimité un message préparé par son président Vytautas Landsbergis dans lequel il demande au président Gorbatchev de donner l'ordre à l'armée soviétique d'évacuer les bâtiments qu'elle contrôle à Vilnius.

**MÉTÉO A2**

**(24<sup>e</sup> jour de l'année)**

**nuageux: -28 à -24 C  
Lever du soleil: 7h17  
Coucher du soleil: 16h41  
Demain: beau et froid**

## Hussein attaque sur deux fronts à la fois

□ Missiles Scud évités en Israël et en Arabie Saoudite

D'après AFP et Reuter

L'Irak a tiré hier soir, pour la deuxième nuit consécutive, un missile Scud sur Israël, mais des missiles anti-missiles américains Patriot ont cette fois-ci réussi à l'intercepter, tandis que presque simultanément une alerte aux Scud était déclenchée en Arabie Saoudite.

Contrairement à ce qui s'était passé mardi soir, où un Scud s'était abattu sur Tel Aviv, faisant trois morts et 96 blessés, des Patriot ont réussi à détruire dans le nord d'Israël un missile irakien tiré à partir de l'ouest de l'Irak, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne, le général Nahman Shai.

Les débris du Scud sont tombés au sol, mais il n'y a eu aucun blessé, a-t-il précisé. Les sirènes avaient retenti à 22 h 05 locales sur l'ensemble du territoire, et l'alerte a été progressivement levée au bout d'une demi-heure.

Pratiquement au même moment, Ryad et Dahrán, en Arabie Saoudite, étaient soumis à une alerte.

Selon un porte-parole saoudien, cinq missiles Scud ont été tirés sur l'Arabie Saoudite, dont quatre ont été détruits en vol tandis que le cinquième est tombé dans les eaux du Golfe. Ces missiles, lancés entre 23 h



et 23 h 05 locales sur trois points différents du territoire saoudien, dont la capitale Ryad, «n'ont pas causé de dégâts», a-t-il précisé.

Cette nouvelle attaque irakienne contre Israël, la quatrième depuis le début de la guerre du Golfe, est intervenue alors que l'Etat hébreu, de plus en plus écartelé entre son désir de riposter contre Bagdad et sa volonté de ne pas gêner les alliés ligués contre Bagdad, a réaffirmé qu'une réplique aurait lieu, mais au moment voulu.

**Réagir «intelligemment»**

Israël doit réagir «intelligemment et non sous le coup de l'émotion», a déclaré, peu avant cette nouvelle alerte, le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens.

M. Arens a déclaré dans une interview télévisée que le principe d'une

riposte était acquis. Il a cependant précisé que la réplique israélienne pourrait être reportée ou limitée en raison des appels à la retenue lancés par Washington. «Nous devons prendre en considération les préoccupations de l'Amérique et nous le faisons», a-t-il dit.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a estimé pour sa part hier que la coalition anti-irakienne ne serait pas forcément mise à mal par des représailles israéliennes contre Bagdad, mais a fait de nouveau l'éloge de la retenue d'Israël.

Une réunion du cabinet israélien a examiné «dans les détails» comment se passerait une contre-attaque, a indiqué M. Arens dans une autre interview à la chaîne CNN.

**Stratégie**

Interrogé au Pentagone sur l'opération Tempête du désert, le général Powell a déclaré que la stratégie américaine à l'égard de l'armée irakienne au Koweït viserait à la couper de ses arrières avant de l'anéantir. Soulignant que l'offensive alliée se déroulait bien, il a estimé que les alliés ont désormais acquis la supériorité aérienne aussi bien au Koweït qu'en Irak.

Il a affirmé que l'Irak avait perdu 41 appareils, reconnaissant toutefois que les avions irakiens protégés dans



Installée dans la région centrale d'Israël, cette rampe de lancement des missiles Patriot est utilisée pour intercepter les Scud irakiens.

des abris continuaient à représenter une menace potentielle pour les alliés.

Le secrétaire à la Défense Dick Cheney a estimé au cours de la même conférence de presse que l'Irak pou-

vait encore réserver des «surprises», mais que le président irakien ne «pourrait changer le cours du conflit». «Il sera défait», a-t-il dit.

Autres textes — A2, C6

## Sécurité 77: Gervais prêt à régler hors cour

Michel MORIN Sherbrooke

Sous l'inspiration du maire Paul Gervais, le conseil municipal de Sherbrooke étudie la possibilité de conclure une entente hors cour avec Germain Bélanger, ce qui permettrait de mettre un point final à la saga de Sécurité 77, l'ancienne entreprise privée de protection contre les incendies.

Selon ce que La Tribune a appris, des discussions ont actuellement cours afin de trouver un terrain d'entente qui puisse satisfaire toutes les parties. Outre le président de l'ancienne entreprise privée, la défunte Régie intermunicipale des incendies Rock Forest-St-Elie-d'Orford, de même que la Ville de Sherbrooke sont impliqués dans ce dossier.

En vertu des contrats qui lient les parties à la suite de la prise en charge de la protection du territoire de Rock Forest et St-Elie par la Ville de Sherbrooke, cette dernière s'engage à remettre à la Régie intermunicipale de protection des incendies la somme de 250 000 \$ pour le rachat des équipements de Sécurité 77. A son tour, la Régie intermunicipale achèverait alors un chèque à Germain Bélanger et la boucle est bouclée.



Le maire Paul Gervais

Les éléments apparaissent clairs sur papier. Dans les faits, l'affaire est plus compliquée. C'est qu'une clause du contrat stipule que les équipements de l'ancienne firme privée doivent être laissés dans un bon état. Or, la Régie intermunicipale s'est réservée le privilège d'évaluer l'état gé-

ral de ces équipements avant de statuer sur un règlement financier.

Des évaluations de firmes indépendantes ont donc été effectuées avec la conclusion que les équipements ne présentent pas un état général suffisant pour justifier le versement intégral des 250 000 \$.

**Entre 110 000 \$ et 130 000 \$**

Histoire de mettre un terme à la guérilla judiciaire entreprise il y a près d'un an, le maire de Sherbrooke, Paul Gervais, aurait songé à verser

250 000 \$ à Germain Bélanger, respectant ainsi une des clauses du contrat.

Mais puisque les différentes expertises démontrent clairement que l'état de ces équipements ne justifie pas le versement d'un quart de million de dollars, il serait politiquement injustifiable d'emprunter cette voie et favoriser ce règlement.

Bien qu'on hésite à le dire ouvertement, quelques personnes ayant gravité autour de ce dossier verraient d'un mauvais oeil que la Ville de

Sherbrooke verse 250 000 \$ à Germain Bélanger.

C'est pourquoi on discute actuellement d'une offre de règlement dont le montant varie entre 110 000 \$ et 130 000 \$.

Que l'administration municipale de Sherbrooke s'entende sur l'importance du montant à verser à Germain Bélanger, en guise de règlement à l'amiable, constitue une chose. Encore faut-il que l'ancien président de Sécurité 77 accepte le règlement.

Rien n'est encore joué.

## Nombre record d'élèves malades à Valcourt

Claude PLANTE Valcourt

La grippe fait des ravages à l'école primaire La Chanterelle de Valcourt, où une centaine d'élèves sur 500, soit 20 pour cent des jeunes, étaient absents hier en raison de la maladie.

La veille, c'était pire. Près du tiers des élèves, 160 en tout, étaient retenus à la maison.

«Si fort que cela et en même temps, je n'avais jamais vu cela», a commenté le directeur-adjoint de La Chanterelle, François Grondin.

«On a même dû retarder la remise des bulletins», a-t-il ajouté, en pré-

sant que le virus n'a toutefois pas touché le personnel de l'établissement. Il espère que la situation reviendra à la normale dans quelques jours.

Selon l'infirmière du point de services de Valcourt du Centre local de services communautaires (CLSC) Val Saint-François, Mme Linda Audet, il n'y a pas lieu de prendre panique. «Tout est sous contrôle» et il n'y a pas de danger pour la population, précise-t-elle. Il s'agit, selon elle, d'un virus grippal «plus résistant», qui provient d'un syndrome viral. Le virus en question n'est pas stable, car il cause soit des maux de tête, soit de la fièvre ou soit une toux chez les enfants, selon une enquête que Mme Audet a menée auprès d'une vingtaine de parents.

**Phénomène amplifié**

Le phénomène, soutient-elle, est amplifié par le fait que certains parents préfèrent garder leurs enfants à la maison, pour éviter de les exposer au virus.

Mme Audet suggère aux parents d'enfants touchés par le virus de mettre en application «des traitements courants, en prenant leur température régulièrement aux quatre heures et en donnant des analgésiques selon la dose prescrite». Aussi, si de 48 à 72 heures après le début de l'apparition des premiers symptômes l'enfant n'est pas rétabli, il est préférable de consulter un médecin.

L'école secondaire l'Odyssee, le taux d'absentéisme a lui aussi augmenté, bien que le virus ait moins d'emprise sur les adolescents qui sont en fait plus résistants. Hier, 35 élèves sur les 315 qui fréquentent l'institution étaient absents, soit un taux de plus de 10 pour cent.

□ **Le stress de la guerre motive sa part d'absences**

— A3

## Les jeunes libéraux ne reviendront pas sur leur appui à la souveraineté

Norman DELISLE Québec (PC)

La Commission jeunesse du Parti libéral du Québec ne reviendra pas sur son appui à la souveraineté du Québec, même si le Canada anglais devait rejeter toute proposition d'association économique.

C'est ce qu'a soutenu hier le président des jeunes libéraux, Michel Bissonnette, lors des délibérations du forum des jeunes sur l'avenir du Québec organisé par la Commission Bélanger-Campeau.

A quelques jours du dévoilement de la position constitutionnelle du Parti libéral, M. Bissonnette s'est ainsi démarqué de la position adoptée la veille par son chef, le premier ministre Robert Bourassa, qui prônait la nécessité d'une union économique entre le Canada et le Québec, avec en plus une forme d'intégration économique.

Témoignant devant la Commission Bélanger-Campeau, M. Bissonnette a dû affronter les questions du chef de l'Opposition, Jacques Parizeau.

Ce dernier s'est enquis de ce qui adviendrait si le Canada anglais rejetait la proposition d'association économique qu'un Québec souverain, tel

que formulée par la commission jeunesse du PLQ, proposera au reste du Canada.

«Si nous avons fait le choix de devenir souverain, on ne pourra pas revenir sur les décisions qui auraient été prises par le peuple québécois», a dit M. Bissonnette.

Le président des jeunes libéraux a également précisé que dans son esprit, d'autres provinces canadiennes pourraient éventuellement se déclarer souveraines à la suite du Québec. Dans ce cas, ces provinces devenues Etats pourraient elles aussi négocier avec le Québec les termes d'une entente économique.

«Si le Canada par contre décidait de demeurer uni à neuf provinces, il n'y aura que deux Etats au sein de la communauté économique, soit le Québec et le Canada», a dit M. Bissonnette.

La veille, le chef libéral et premier ministre Robert Bourassa avait lui aussi parlé d'une communauté économique formée de «deux, trois ou quatre membres».

**Référendum**

Par ailleurs, à l'issue de ce forum des jeunes, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a averti le gouvernement Bourassa que le référendum



«La base libérale semble souverainiste», note le député Lucien Bouchard.

sur l'avenir du Québec devra être tenu «dans un délai raisonnable».

# La petite «balade» au Vermont plus populaire que jamais

□ Hausse d'au moins 20 % de la clientèle québécoise dans les stations-service de Norton

Yvon ROUSSEAU Norton, Vermont

Les stations-service de Norton, une petite municipalité du Vermont située près de la frontière avec le Québec, à quelques milles de Coaticook, ont noté une augmentation de 20 à 25 pour cent de la clientèle québécoise désireuse de faire le plein d'essence, depuis le début du mois.

Cette hausse est attribuée à l'augmentation du prix de l'essence due à la TPS, en sol canadien, alors que du côté américain, le prix aux pompes a chuté de huit sous, en début d'année. Les baisses de prix du pétrole brut, comme les hausses, se reflètent im-

édiatement à la pompe aux États-Unis, alors que les prix à la pompe au Canada sont ajustés seulement au bout d'un cycle de 60 jours environ.

Une nouvelle chute du prix de l'essence est à prévoir prochainement aux États-Unis, mais une baisse est également attendue avec impatience à Coaticook. Ayant le statut de ville frontière, Coaticook profite d'un système en vertu duquel le prix du carburant est moins élevé que dans la plupart des autres villes du Québec. Néanmoins, l'écart demeure substantiel, surtout en période de chute des prix aux États-Unis.

## La situation à Norton

Mme Diane Roy, qui opère avec son mari la station-service Norton Country Store, à Norton, a noté une augmentation importante de la clientèle du Québec qui s'y présente pour faire le plein.

«C'est une augmentation de 20 à 25 pour cent, a-t-elle précisé, et nous voyons beaucoup de nouvelles figures, alors que dans le passé nous

voyions régulièrement toujours les mêmes personnes».

Présentement, l'essence ordinaire sans plomb se vend à 1,41 \$ du gallon américain (un peu moins de quatre litres) et à 1,51 \$ le gallon pour la super.

Mme Roy ajoute qu'une nouvelle baisse du coût du pétrole est attendue ces jours-ci, du côté américain. «Ca

pourrait nous amener encore plus d'automobilistes du Québec pour faire le plein», de conclure Mme Roy. Elle ne peut préciser quelle sera l'importance de cette nouvelle réduction.

À la station-service BP, propriété de M. Gilles Houle, un employé situé aux environs de 20 pour cent la hausse de la clientèle québécoise aux pompes depuis le début de janvier. L'essence ordinaire sans plomb s'y vend à 1,46 \$ le gallon américain, alors que le prix de l'essence super sans plomb est de 1,56 \$. Ce préposé au service évalue que la clientèle du Québec, qui représentait auparavant environ 80 pour cent du chiffre d'affaires de l'établissement, totalise maintenant 99 pour cent.

# Un Bromptonvillois est dans de beaux draps

□ Il aurait fui après avoir happé un automobiliste

Sherbrooke

Un conducteur qui fait face à deux accusations en rapport avec un accident de la route survenu mardi soir dans le canton de Brompton a pu reprendre, provisoirement, sa liberté hier.

Un automobiliste a été happé et projeté 17 mètres plus loin, au moment où il était en train de nettoyer le pare-brise de sa voiture. Son état est considéré comme grave.

Alain Marois, âgé de 30 ans, de Bromptonville, a été inculpé de conduite en état d'ébriété causant des blessures et de délit de fuite.

L'accident est survenu vers 22 h sur le chemin de La rivière conduisant à l'autoroute 55 dans le canton de Brompton.

Le prévenu, qui a été traduit devant le juge Gabriel Lassonde de la Cour du Québec, a obtenu un cautionnement sous conditions pendant la durée des procédures.

La victime, M. Denis Randlett, 46 ans, de St-Denis-de-Brompton, a subi des blessures graves et est hospitalisée au service des soins intensifs du CHUS. Il souffrirait de blessures à la tête et d'une double fracture au bassin, selon un rapport préliminaire. Son état est stable.

## Trois kilomètres plus loin

L'accusé a été arrêté trois kilomètres plus loin dans la voie de sortie de l'autoroute conduisant au boulevard St-François, où sa fourgonnette était enlisée dans la neige.

Il a été cité en justice à la suite d'une enquête faite par l'agent Maurice Roy de la Sûreté du Québec.

À l'audience, le procureur André Campagna a exigé que Marois s'engage à garder la paix, à ne pas consommer de boissons alcoolisées et à ne pas reprendre le volant en attendant son procès.

Me Conrad Chapdelaine a contesté cette dernière exigence en invoquant que son client n'avait pas d'antécédents judiciaires et est présumé innocent.

Les deux motifs invoqués par le ministère public étaient la gravité des blessures à la victime et la prévention routière.

La cour n'a pas retenu la troisième condition suggérée à cette étape.

Le dépôt du permis de conduire est occasionnellement décrété dans les cas mettant en cause des suspects hypothéqués de condamnations pour des infractions criminelles liées à la conduite d'un véhicule.

La date de la communication de la preuve a été fixée au 7 février.

## QU'EN PENSEZ-VOUS?

Pensez-vous que les alliés ont sous-estimé la force de défense de l'Irak?



Roch Dumont

Anita Chouinard

Daniel Maheux

Roch Dumont, de Rock Forest: «Absolument. On s'est fait endormir par Saddam Hussein. On a sous-estimé sa force sur le plan souterrain. La première journée, on disait que les Américains avaient détruit une grande partie de la force de l'Irak et ce n'était pas vrai. En tout cas, ils ne m'auront pas pour la conscription si jamais il y en a une.»

Anita Chouinard, de Sherbrooke: «Les États-Unis et les autres sont mieux équipés que les Irakiens et ils pourraient les anéantir facilement. Mais je crois que les États-Unis et les alliés sont patients et laissent du temps à Saddam Hussein qui va peut-être en venir à un meilleur jugement. Je ne sais pas si j'ai raison, mais c'est mon opinion.»

Daniel Maheux, de Sherbrooke: «Je crois que oui. Ils ont eu une attaque très explosive au départ et ont ralenti par la suite parce qu'ils se sont rendu compte que les Irakiens sont plus forts qu'ils pensaient. Ils ont peut-être moins de ressources d'un point de vue technologique mais ils d'autres sortes de ressources cachées. J'ai l'impression que les alliés ont dû changer de stratégie et que la guerre sera très, très longue.»

Clarence Garneau, de Sherbrooke: «J'ai un doute. L'Irak a une bonne défensive souterraine mais les alliés devaient être au courant. Ils savaient à qui ils s'attaquaient.»

Régent Fréchette, de Sherbrooke: «Je pense. Il semble y avoir plus de résistance que ce qu'on a originellement pensé. L'armement des alliés est supérieur dans beaucoup de domaines cependant avec ce qu'on a vu dernièrement, il semble que les Irakiens ont de bonnes cachettes. Mais c'est difficile de savoir si c'est vrai parce que les médias font chacun une publicité différente. On a probablement sous-estimé le rapport psychologique. Les Irakiens ne sont pas plus forts mais ils ont une mentalité différente et ils prendront des moyens non conventionnels pour arriver à leur fin. Ce sera plus long que prévu.»

Luc Poulin, de Sherbrooke: «A mon avis, oui. Parce qu'on a découvert des bases souterraines bien protégées avec des avions, des pistes d'atterrissage et tout et tout. Leurs centres de décision sont bien protégés aussi. Les États-Unis se sentent bien forts mais l'Irak est mieux organisée qu'ils pensaient. Je dirais que la faiblesse de l'Irak, c'est du côté de la marine, pour les invasions par la mer.»



Clarence Garneau

Régent Fréchette

Luc Poulin

## A Coaticook

M. Jean-Paul Bureau, de Bureau Texaco Service, du 131 Main ouest, à Coaticook, souligne qu'une directive de baisser le litre de trois sous est attendue aujourd'hui ou demain de la compagnie pétrolière qui l'alimente. Cette baisse est déjà appliquée à plusieurs endroits.

Présentement, l'essence ordinaire sans plomb y est vendue à 66,9 sous le litre et l'essence super à 72,5 le litre.

«Si nous pouvons vendre l'essence moins cher qu'à Sherbrooke, explique M. Bureau, c'est que Coaticook est considérée comme étant une ville frontière». Cette mesure cherche à éviter que toute la population des villes frontalières aille s'approvisionner en essence du côté américain, compte tenu du peu de distance à parcourir.

## Sa consommation

vraiment trop faible a intrigué

Hydro-Sherbrooke...

Sherbrooke

Une baisse significative de la consommation d'électricité chez un particulier a été l'amorce d'une enquête d'Hydro-Sherbrooke qui a abouti à une mise en accusation pour vol de service.

C'est ce qu'a révélé un relevé de compteurs à l'enquête préliminaire d'un abonné, âgé de 35 ans, de St-Denis-de-Brompton, qui se déroule devant le juge Gabriel Lassonde de la Cour du Québec.

Le prévenu est soupçonné de s'être ainsi approvisionné à bon compte entre août 1987 et le 20 février dernier.

La curiosité du relevé a donné lieu à une vérification du compteur qui enregistrait de moins en moins de kilowatts-heure à chaque visite.

Un préposé de l'hydrométrie a alors constaté que le sceau de l'appareil ne correspondait pas à son numérotage.

## Fil inconnu

Il a de plus découvert un fil inconnu partant du compteur et entrant dans la maison.

Interrogé par le procureur Francine Gilbert, le témoin a évalué que la consommation d'électricité pendant un an à cet endroit aurait dû coûter 1761 \$ pour le chauffage seulement, selon les appareils trouvés dans la maison.

Il a remarqué au cours de sa visite qu'une plinthe chauffante ne réussissait même pas à faire fondre la neige qui s'infiltrait dans le sous-sol par une fissure du solage.

Le défenseur Claude Leblond a demandé si la perquisition avait été faite avec un mandat. Le témoin a prétendu qu'on n'en avait pas besoin puisque le compteur appartient à Hydro-Sherbrooke.

Au moment de la visite, le compteur n'enregistrait aucune consommation d'électricité et il faisait aussi froid là qu'ailleurs, a ajouté le préposé.

Le tribunal a ajourné l'enquête au 21 février pour permettre au ministère public de déposer les factures d'électricité antérieures.

## LA QUOTIDIENNE

3 5 5 — 0 5 2 0

## L'EXTRA

8 4 6 3 6 4

OB PE  
LOGE 67  
TEL 569 1600  
240 MONTREAL  
SHERBROOKE P Q  
CETTE SEMAINE  
A LA  
LOGE 67  
VENDREDI,  
25 JANVIER  
FESSE DE JAMBON  
Le Chef: Mr Muffler  
Assistants-chefs:  
Jean Carignan et  
Jean Gagnon  
Tous les dimanches  
Brunch des dames de la  
Pourpre Royale  
de 11h à 14h. 19243

## METEO

Montréal (PC)

Voici les conditions météorologiques prévues par Environnement Canada pour la province de Québec pour aujourd'hui avec un aperçu pour demain.

Situation générale: une circulation du nord-ouest s'est installée sur la province et les températures ont baissé. Les régions de l'ouest verront un dégagement alors que plus à l'est la faible neige se poursuivra.

Les températures resteront près des normales saisonnières.

Demain sera généralement ensoleillé mais froid et même très froid pour l'ensemble des régions.

**Estrie:** nuageux avec quelques chutes de neige. Max.: -8 à -10. Min.: près de -24. Probabilité de précipitations: 60 p.c. Vendredi: généralement ensoleillé et froid.

**Montréal, Drummondville:** nuageux avec chutes de neige dispersées, surtout en matinée. Max.: -8 à -10. Min.: -22 à -25. Vents modérés en matinée. Probabilité de précipitations: 40 p.c. Vendredi: généralement ensoleillé et froid.

**Trois-Rivières, Québec, Beauce, Charlevoix et Rivière-du-Loup:** faible neige passagère. Max.: -8 à -10. Min.: -24 à -28. Probabilité de précipitations: 70 p.c. Vendredi: généralement ensoleillé et froid.

**Laurentides:** nuageux avec quelques chutes de neige, surtout en matinée. Dégagement en après-midi. Max.: près de -12. Min.: près de -28. Probabilité de précipitations: 60 p.c. Vendredi: ensoleillé avec passages nuageux et froid.

**Ottawa-Hull:** nuageux avec chutes de neige dispersées, surtout en matinée. Max.: -8 à -10. Min.: -22 à -25. Vents modérés en matinée. Probabilité de précipitations: 40 p.c. Vendredi: généralement ensoleillé et froid.

**Régions de l'Abitibi-Témiscamingue, Réservoirs Cabonga et Gouin:** ensoleillé avec passages nuageux. Max.: près de -25, sauf près de -18 sur la région des réservoirs Cabonga et Gouin. Min.: -32 à -34. Vendredi: ensoleillé avec passages nuageux en matinée. Ennuagement en fin de journée. Froid.

**Pontiac-Gatineau et Lièvre:** nuageux avec quelques flocons de neige en matinée. Dégagement par la suite. Max.: près de -16. Min.: -27 à -30. Probabilité de précipitations: 40 p.c. Vendredi: ensoleillé avec passages nuageux et froid.

**Saguenay, Lac St-Jean, La Tuque, Réservoirs Laurentides:** faible neige cessant en après-midi. Dégagement par la suite et devenant très froid. Température à la baisse pour atteindre -17 à -20 en fin de journée. Min.: près de -30. Probabilité de précipitations: 70 p.c. Vendredi: ensoleillé avec passages nuageux et froid.

**Vers le sud**

Acapulco	20	32	Barbade	25	29
Bermudes	16	21	Brownsville	11	11
Daytona Beach	2	14	La Havane	17	24
Honolulu	18	23	Kingston	22	32
Las Vegas	1	11	Los Angeles	8	19
Mexico	9	25	Miami Beach	12	21
Myrtle Beach	-4	5	Nassau	18	24
Orlando	6	14	Palm Springs	4	21
Reno	-8	9	San Juan	23	28
Tampa	6	15	Trinidad	22	32
West Palm Beach	10	19			

## INDEX

Arts:	B-4
Bandes dessinées:	D-8
Dans les Cantons:	D-6
Décès:	C-5
Économie:	C-1
Éditorial:	B-2
Horoscope:	D-8
Petites annonces:	C-3
Secrets:	D-7
Sports:	D-1
Vivre:	B-3

## La Tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,  
Tél.: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:  
Petites annonces: 564-0999  
Publicité: 564-5450  
Rédaction: 564-5454  
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke  
par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc.  
(division La Tribune)

<b>ADMINISTRATION</b> Jean-Guy Dubuc Président et Éditeur	Jean-Guy Farah Vice-président Finances et administration
<b>RÉDACTION</b> Jean Vigneault Rédacteur en chef Roch Bilodeau Chef adjoint Pierre-Yvon Bégin Chef des nouvelles	Maurice Cloutier Adjoint-chef nouvelles Stéphane Lavallée Chef de service Denis Massier Directeur des pages sportives
<b>PUBLICITÉ</b> J. Bertin St-Amand Directeur marketing	Gilles Boisjoly Directeur des ventes
<b>PRODUCTION</b> Jean-Pierre Robitaille Directeur de la production J. Jacques Delorme Chef des opérations	Gérard Pépín Adjoint Gaston Grenier Adjoint Benoît Côté Chef pressier
<b>COMPTABILITÉ</b> André Corriveau Contrôleur	Julienne Poulin Gérante du crédit
<b>TIRAGE</b> Pierre Dubois Directeur au tirage	André Casteau Adjoint au directeur
<b>GÉRANTS DE DISTRICT</b> Pierre-Alain Dion Jacques Faucher Michèle Fournier Michel Levoie Serge Nadeau	Claude Ouellet Gaston Pinaré Jean-Charles Poulin Jean Fournier Jocelyn Godbout
<b>EXPÉDITION</b> Michel Doyon Gérant	ÉDIFICE André Jacques Responsable

**Livraison à domicile:**  
— Camionnets et camionnets motorisés  
Prix de vente suggéré incluant  
T.P.S. payée par le camionnet: \$3,43  
Taux de vente du Québec: \$28  
Coût à l'abonné: \$3,71

**Livraison par courrier de deuxième classe:**  
Enregistrement No. 1539  
Abonnement: Au Canada, territoire immédiat, sauf endroits  
déservis par camionnet et camionnets motorisés: 1 an \$155,00,  
6 mois \$81,00, 3 mois \$42,00, 1 mois \$22,00. Hors de notre  
territoire immédiat, 1 an \$210,00, 6 mois \$130,00, 3 mois  
\$85,00, 1 mois \$35,00. Aux États-Unis et autres pays, 1 an  
\$370,00, 6 mois \$210,00, 3 mois \$135,00, 1 mois \$55,00.

**Ces prix excluent les taxes:**  
La Tribune est sociétaire de la Presse canadienne, de  
l'Association des quotidiens de langue française, membre de  
l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit  
Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la  
presse catholique. Sources d'informations: Presse  
canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse.  
Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et  
les agences affiliées sont autorisées à reproduire les  
informations de La Tribune.

LOTTO 6/49: 18 - 23 - 29 - 38 - 41 - 44 (36)

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

Tirage du 21-01-23

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages

Prochain tirage: 91-01-25

2	9	15	17	19
22	23	27	29	36
42	43	44	45	48
54	56	60	64	70

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



LA CHAMBRE  
DE COMMERCE  
DE SHERBROOKE

LES REPAS-CAUSERIES 1990-1991

**M. PAUL GERVAIS**

Maire de Sherbrooke



Le mardi 29 janvier 1991 à 18h.  
Hôtel Delta

Prochaine causerie: 27 février 1991  
M. Richard Drouin  
Président du Conseil d'administration et chef  
de la direction Hydro-Québec

Membre: 30,10\$; non-membre: 37,45\$ (T.P.S. inclus)  
Prière de réserver avant 17h.  
le vendredi 25 janvier au  
822-6151

## AU CENTRE CULTUREL Salle Maurice O'Bready

EN PRÉ-VENTE AUJOURD'HUI (13h), pour les abonnés du Centre culturel en danse, musique, théâtre chanson, humour et cinéma:

— 16 février (20h) "LA FLORIDE" présentée par les Grands Explorateurs  
— 17 février (13h30) SOIRÉE CHASSE & PÊCHE O'KEEFE

EN VENTE SAMEDI (9h), pour le public:

— 16 février (20h) "LA FLORIDE" présentée par les Grands Explorateurs  
— 17 février (13h30) SOIRÉE CHASSE & PÊCHE O'KEEFE

EN VENTE ACTUELLEMENT:

— 26 janvier (20h) ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE SHERBROOKE  
— 22 janvier (20h) ANDRÉ-PHILIPPE GAGNON  
— 30, 31 janvier BROUÉ  
— 5 février (20h) RÉPERCUSSION, groupe de percussionnistes

— 12 février (19h30) LE CLUB DES 100 WATTS  
— 13 février (20h) JICI LAUZON, humoriste  
— 15 février (20h) KASHTIN  
— 23 février (20h) MARIO PELCHAT  
— 24 février (20h) FRANK OLIVIER, soirée de chansons et de prières

— 27 février (20h) MARJO  
— 22-23 mars (20h) ROCK ET BELLES OREILLES

UNE COLLABORATION DE LA

**La Tribune**

## Débats à la télé: le RCS veut une décision en 91

Denis DUFRESNE Sherbrooke

Le Regroupement des citoyens et citoyennes de Sherbrooke (RCS) se réjouit de la position des élus en faveur d'une meilleure information des citoyens et entend voir à ce que les intentions manifestées lors du «lac-à-l'épaule» se traduisent en gestes concrets dès cette année.

«Dans les prochains mois, notre priorité au conseil c'est qu'on arrive à une décision sur les débats télédiffusés et les assemblées de quartier, on veut une décision en 1991», indique le conseiller du district 5 (Vieux Nord), Alain Leclerc.

Même s'il a dénoncé le huis clos de la rencontre privée des élus municipaux, le weekend dernier, le RCS dresse un bilan positif de la réunion.

«Le bilan est positif dans la mesure où plusieurs éléments se retrouvent dans notre programme, dont notre priorité, l'information et la consultation des citoyens», explique Alain Leclerc.

Son collègue du district 4 (centre-ville), Serge Paquin, estime que la télédiffusion des séances publiques du conseil et la tenue d'assemblées annuelles dans les districts sont «la base de la participation des citoyens».

«Et c'est pour ça que le parti existe fondamentalement, pour qu'il y ait plus de gens associés à la vie municipale», fait valoir M. Paquin.

Le RCS, qui a fait de la démocratie municipale son cheval de bataille

dans le passé, refuse cependant de s'attribuer la paternité du projet de télédiffusion des séances du conseil ou de la consultation dans les districts.

«Tant mieux si on le retrouve dans notre programme», se contente de dire son président, François Rousseau.

Le parti, qui en est à ses premières armes à la table du conseil, juge par ailleurs que la rencontre privée du weekend a permis aux élus de mieux se connaître.

«Le «lac-à-l'épaule» a permis de clarifier le rôle qu'on (le RCS) veut jouer et dans ce sens-là c'est positif», dit le conseiller Leclerc.

Les deux élus du RCS entendant par ailleurs discuter du huis clos lors des ateliers de travail du conseil municipal. Le parti s'est déjà prononcé pour l'abolition de cette pratique.

Le RCS se dit par ailleurs satisfait de la volonté du conseil de poursuivre le plan de développement du centre-ville et la promotion du patrimoine architectural, notamment.

Mais, dit François Rousseau, «ce sera intéressant de voir les mesures envisagées spécifiquement là-dessus».

«Il faudra des gestes concrets», ajoute le conseiller Paquin.

## Le nom «Antonio Pinard» au mont Bellevue est refusé

La Commission de toponymie précise ses règles

Sherbrooke (DD)

La Commission de toponymie du Québec refuse d'approuver le nom du chalet de ski «Antonio Pinard», au mont Bellevue, sous prétexte qu'il s'agit d'une personne toujours vivante.

L'information a été communiquée au début du mois au Comité de toponymie de la Ville de Sherbrooke, qui n'a pas encore décidé s'il changera le nom de cet endroit.

«Il faut regarder ce qu'il en est, mais on ne va pas nécessairement le changer. C'est la première fois que ça arrive, le greffier de la Ville, Pierre Huard, vérifie l'impact de ça», explique la présidente du Comité, Louise Drouin-Paquette.

Le Comité avait approuvé en 1990 le nom de Antonio Pinard pour le chalet de ski du mont Bellevue afin de rendre hommage à cet ex-conseiller municipal reconnu également pour son implication dans le sport.

M. Pinard a siégé durant plus de 32 ans comme conseiller municipal dans le quartier Ouest. Il a pris sa retraite en 1986.

Dans sa missive à la Ville de Sherbrooke, la Commission de toponymie du Québec précise que le nom donné à un lieu doit être celui d'une personne décédée depuis plus d'un an et ayant un lien étroit avec l'endroit à désigner.

Mme Drouin-Paquette signale qu'il n'y a pas de problème avec la dernière condition, mais, reconnaît-elle, «M. Pinard est encore bien vivant».

## Même le stress de la guerre explique la hausse d'absences dans certaines écoles

Michel RONDEAU Sherbrooke

Les virus, la fièvre, les maux de ventre, les maux de tête, les maux de gorge, puis le stress imposé par les examens et la guerre sont autant de causes évoquées dans les écoles de la CSCS pour expliquer la hausse de l'absentéisme dans... certaines écoles.

Les écoles ne semblent pas, en effet, toutes touchées au même degré par les maux qui courent.

C'est l'école Le Triolet qui enregistre la plus forte hausse d'absentéisme: par exemple, au pavillon 2, Mme Lyse Rouillard, directrice adjointe, révèle que, sur une clientèle de 1200 élèves, il y a de 120 à 150 absences par jour cette semaine, en comparaison de 40 à 50 absences par jour en temps ordinaire.

«Il y a de nombreux cas de grippe et de fièvre, souligne Mme Rouillard, et chez les jeunes de 4e et de 5e secondaires, ça tourne souvent en mononucléose.»

Examens

C'est actuellement la période d'examen dans les écoles et Mme Rouillard indique que plusieurs élèves ne viennent que pour les examens et que leurs parents viennent les chercher à la fin des examens parce qu'ils sont malades.

«Les jeunes sont très fragiles présentement, estime la directrice adjointe. De grands gars de six pieds qui éclatent en sanglots, c'est inhabituel. On dirait que les jeunes sont affaiblis: aux divers maux qui les atteignent physiquement, il faut ajouter le stress des examens et celui de la guerre,

qui les touche beaucoup plus qu'on ne l'aurait cru.»

Les absences ont doublé à l'école Montcalm, où elles s'élevaient à 45 ou 50 par jours habituellement et où elles atteignaient hier le nombre de 98, a indiqué la contrôleur des absences, Mme Louise Lessard. «Les élèves font de la fièvre, éprouvent des maux

de gorge et des maux de tête et ils apportent des billets du médecin pour justifier des absences d'un, deux ou trois jours.»

A l'école Le Phare, le directeur, Jean De Francesco estime que les absences ne sont pas beaucoup plus nombreuses qu'à l'accoutumée, mais

plusieurs jeunes toussent et se mouchent, dit-il. Une certaine nombre de parents viennent les chercher aussitôt que leurs examens sont terminés. «S'il n'y avait pas cette période d'examen, croit-il, les absences seraient sans doute plus nombreuses.»

A l'école Le Ber, où environ un dixième des 1200 élèves sont absents chaque jour depuis le début de l'année, la situation actuelle ne modifie pas le taux d'absentéisme.

Primaire

Les écoles primaires sont moins touchées. Peut-être, comme le supposait hier Mme Lyse Rouillard, du Triolet, parce que les jeunes enfants ont été touchés les premiers, avant les Fêtes, et que les maux se transmettent maintenant aux grands frères et aux grandes sœurs, ainsi qu'aux parents.

Sur une dizaine d'écoles primaires, où vérification a été faite hier, environ la moitié semblaient enregistrer un taux d'absentéisme qui équivaut à leur moyenne quotidienne. Il y a eu à peine quatre ou cinq absences de plus qu'à l'habitude à l'école Alfred-DesRochers, de St-Elie, à l'école la Maisonnée, de Rock Forest, à l'école La Source-Vive, d'Ascot, et une dizaine de plus par jour à l'école St-Antoine, de Lennoxville, et à l'école Champlain, de Sherbrooke. A l'école Coeur-Immaculé, de Sherbrooke, une école de 950 élèves, les absences, au nombre d'une trentaine par jour habituellement, sont montées subitement à 67 lundi dernier pour revenir au nombre habituel hier.

Dans l'ensemble, les élèves prennent un congé d'un à trois jours en général et, à leur retour, d'autres s'absentent.



Le Triolet est l'école de la CSCS où la grippe et les maux divers causent le plus fort accroissement du taux d'absentéisme.

## Étude sur la possibilité de proposer la région de Sherbrooke pour les Jeux panaméricains de 1999

Sherbrooke (DD)

La Société de développement touristique du Sherbrooke métropolitain étudie la possibilité de proposer la candidature de la région de Sherbrooke pour la tenue des Jeux panaméricains de l'été 1999.

Elle a obtenu un mandat de la Société de développement économique du Sherbrooke métropolitain (SDESM) afin d'évaluer les coûts et implications d'un tel projet, dont les résultats sont attendus pour le début de février.

Parallèlement, un comité bénévole sera bientôt formé avec des représentants de différentes institutions de la région.

Un comité informel présidé par le

conseiller Jean Perrault est sur pied et entend solliciter des gens de l'Université de Sherbrooke, de Bishop, du Collège de Sherbrooke, de la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, de la Commission scolaire Eastern Townships, de la Ville de Sherbrooke, ainsi que de la Société de développement touristique et de la Société de développement culturel.

«C'est aussi dans un objectif économique et de création d'emplois», ajoute M. Perrault.

Les Jeux ne se dérouleraient pas seulement à l'Université de Sherbrooke et au Plateau Parc, mais ailleurs en région, par exemple sur le campus de l'université Bishop, à Bromont et Magog.

Un expert de l'Association olympique canadienne, Walter Sieber, avait visité en novembre dernier les installations de la région et estimé que la venue des Jeux était chose possible.

Bien que ces Jeux n'aient lieu que dans 8 ans, Sherbrooke doit soumettre sa candidature au plus tard en décembre 1992 si elle veut être sur les rangs. La réponse devrait venir en 1993.

Les Jeux panaméricains regroupent des athlètes d'une trentaine de pays dans presque autant de disciplines sportives.

De l'avis de Jean Perrault, la tenue des Jeux à Sherbrooke en 1999 permettrait d'attirer ici plus de 4000 athlètes, sans compter les retombées économiques et médiatiques d'un tel événement.

Ces Jeux nécessiteraient des investissements de 60 à 100 millions \$, financés en partie par des subventions gouvernementales et municipales, ajoute M. Perrault.

La Tribune a par ailleurs appris que Sherbrooke pourrait solliciter les Jeux panaméricains «juniors» de 1993, qui regroupent des compétitions d'athlétisme seulement. Une demande doit être acheminée au conseil municipal incessamment.

## Les cassettes des prévisions de Nostradamus sont très courues

Lise OUELLETTE Sherbrooke

Une cassette jugée tellement vague et terne que certains clubs vidéo de Sherbrooke n'ont pas cru bon de l'acheter fait aujourd'hui l'objet d'une demande éfrénée.

Il s'agit de la cassette relatant les prédictions de Nostradamus, ce médecin et astrologue français du XVIe siècle, célèbre pour ses prophéties sur les événements majeurs de l'histoire mondiale.

«Nous avons compté 18 appels un même soir et il ne se passe pas une journée sans que le téléphone sonne au sujet de cette cassette», évalue Jean-Marc Demers, propriétaire des trois succursales du Club Vidéo Plus.

Le commerçant se trouve au nombre des tenanciers de clubs vidéo qui se mordent présentement les doigts. «Je l'ai laissé passer parce que la télévision avait exploité abondamment le sujet et que le documentaire vidéo m'apparaissait bien ordinaire.»

Selon M. Demers, les gens présen-



tent un tel engouement pour Nostradamus parce qu'ils espèrent connaître la suite de la guerre dans le Golfe persique.

«Depuis une semaine, la cassette ne reste pas du tout ici, elle circule. Chaque jour, nous avons des téléphones dans tous nos quatre centres. Les gens vérifient si nous l'avons», mentionne pour sa part Nathalie Meunier, préposée au Club Vidéoestrie situé près du Carrefour de l'Estrie.

Les divers commerces n'acceptant

pas les réservations, il est impossible de vérifier la popularité de la cassette tant courue, à partir de listes d'attente.

La préposée estime qu'il n'y a pas lieu de commander des cassettes supplémentaires. «L'intérêt des gens s'éteindra bientôt», prédit-elle.

Jean-Luc Lavoie, de Club Vidéo Sherbrooke qui possède trois succursales, partage cette opinion. «Mais aujourd'hui, nous avons reçu, ici

seulement, au moins cinq demandes. La pression des clients m'oblige à acheter des copies pour chacun de mes points de location», ajoute-t-il.

## Les pacifistes se défendent d'être des innocents qui font le jeu de Saddam Hussein avec leurs manifs

Sherbrooke (LO)

«Les pacifistes ne sont pas des innocents qui font le jeu de Saddam Hussein avec leurs manifestations en faveur de la paix», lance Yvonne Bergeron.

«La guerre aussi fait le jeu de Hussein parce que, grâce à elle, il est en train de rallier les populations arabes autour d'une cause commune», renchérit Marie Malavoy.

«Nous dénonçons aussi bien le dictateur irakien que le président américain. C'est faux de dire que nous appuyons Hussein. En réalité, nous remettons en question la guerre comme façon de régler les problèmes», proteste Marcel Pinard.

Ces trois personnes issues respectivement des milieux pastoral, universitaire et des groupes de femmes ainsi que, dans le cas de M. Pinard, de Solidarité populaire Estrie, avaient été interpellées sur l'impact négatif des démonstrations anti-guerre.

Elles représentaient leur groupe social à la conférence de presse convoquée hier, par le groupe Solidarité qui voulait de la sorte convier la population à une marche pour la paix, le samedi 26 janvier, à 14 heures.

Le départ s'effectuera du parc Racine, coin Ball et Brooks, et les participants porteront un vêtement blanc (tuque, foulard ou autres) ainsi qu'une colombe de papier portant un message de paix. Un millier de marcheurs sont attendus.

L'organisme, une coalition pour la défense et la promotion des intérêts de la population estrienne a, depuis 1986, mené plusieurs actions de concertation des forces vives sher-

brookaises autour de problématiques importantes, le libre-échange pour ne nommer que celle-là.

Des alternatives

«La marche de samedi se veut un

rassemblement pour exprimer clairement notre position en faveur de la paix et de la recherche de moyens pacifiques pour résoudre les conflits», d'expliquer le président, Maurice Pi-

nard, en prenant bien garde, dans sa prise de position, de partager équitablement les blâmes entre le tyran de l'Irak et les Américains.

«La guerre constitue le moyen le plus archaïque qui puisse être utilisé», reprend Mme Malavoy.

Comme alternative, Solidarité prône, outre l'arrêt immédiat des affrontements armés, la convocation de l'assemblée générale de l'ONU pour explorer toutes les avenues aptes à mener à un règlement pacifique du conflit. Le mouvement réclame finalement un effort de négociation visant à solutionner les importants problèmes qui sévissent au Moyen-Orient.

Car, «quand les bombes auront fini de parler, il ne restera rien sinon un bilan inqualifiable d'horreurs», estime Mme Bergeron.

Celle-ci prévient par ailleurs: «Il faut réclamer le commencement de la désescalade le plus vite possible et ne pas croire qu'il est maintenant trop tard pour défendre la paix.»

Également présent à la rencontre de presse, Jocelyn Leblanc, du milieu syndical, a annoncé que le Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke avait invité individuellement chacune de ses unités de négociation à participer à la marche.

Du secteur culturel, l'artiste Micheline Goulet a avoué son angoisse face à la guerre. «De nos jours, notre cour c'est la planète. Ce qui se passe à l'autre bout du monde a des répercussions chez nous.»

Enfin, du milieu scolaire, Claude Forgues a expliqué l'implication de la Commission scolaire dans la cause de la paix en rappelant la mission de l'école à l'effet d'inculquer aux jeunes l'importance de désamorcer les mécontentements d'une façon non violente.



Cette dame que sert Nathalie Meunier, préposée à l'une des quatre succursales du Club Vidéoestrie, repartira sans la cassette portant sur les prédictions de Nostradamus, puisque ce documentaire ne reste pas longtemps sur les tablettes par les temps qui courent.



La marche pour la paix qui aura lieu samedi s'arrêtera au cénotaphe, rue King Ouest, où les colombes taillées dans du papier par les participants seront accrochées à une banderole noire.

# Les membres de la FEUS appuient l'indépendance à 71 %

Michel RONDEAU Sherbrooke

Les membres de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke se sont finalement prononcés dans une proportion de 71,6 pour cent en faveur de l'indépendance du Québec. Ce résultat a été transmis dès hier matin au Forum Jeunesse, à Québec, par deux porte-parole du Regroupement des étudiants de la maîtrise et du doctorat de l'Université. Le Regroupement avait présenté à la Commission Bélanger-Campeau un mémoire dans lequel les étudiants de maîtrise et du doctorat se prononçaient en faveur de l'indépendance du Québec, a rappelé M. Jean Faullem, le coordonnateur général de la Fédération, qui regroupe les étudiants du baccalauréat. «Le référendum de deux jours organisé par la FEUS vient donc dire à la Commission que le mémoire du REMDUS reflète l'opinion de tous les étudiants de l'Université de Sherbrooke.»

Les représentants du Regroupement au Forum Jeunesse, Pierre Larivière et Pierre Bénard, ont attendu avec anxiété les résultats du référendum, a raconté Mme Guylaine Perreault, déléguée au socio-politique à la FEUS, car en se proposant de déposer le résultat du référendum au Forum, ils n'avaient aucune idée si le vote irait dans le même sens que leur mémoire. Mme Perreault indique que le vote de la FEUS, à la suite du référendum, a ajouté un élément qui n'apparaissait pas dans le mémoire du REMDUS, mais que les représentants du Regroupement ont accepté volontiers de soutenir aussi: la FEUS a souligné l'importance de la culture dans la société québécoise, alors que le REMDUS avait oublié de le mentionner dans son mémoire. M. Serge Charlebois, de la FEUS, a indiqué que les résultats du référendum se répartissent comme suit: 71,6 pour cent des étudiants se sont pro-

nocnés pour l'indépendance, 14,6 pour cent pour un fédéralisme renouvelé et 10,5 pour cent pour le statu quo. Enfin, 3,4 pour cent des votes ont été annulés. Toutes les facultés ont voté majoritairement en faveur de l'indépendance. La faculté qui a appuyé le plus l'idée de l'indépendance a été celle des Sciences, avec 81,5 pour cent. La faculté des Lettres et Sciences humaines suit de très près avec 80 pour cent. La faculté qui a voté avec le moins d'enthousiasme pour l'indépendance est celle de Médecine, où les votes des étudiants de médecine, de sciences infirmières et de biochimie étaient additionnés. Le plus fort taux de participation au référendum a été enregistré à la faculté d'Administration, avec 53 pour cent des étudiants. Dans l'ensemble de l'Université, le taux de participation a été de 30 pour cent, alors qu'au départ, la FEUS avait prévu de 20 à 25 pour cent.

## Une cinquantaine de bénévoles collaboreront à la levée de fonds pour la Maison des jeunes d'Ascot

Ascot (MM)

C'est en fin de semaine que la population locale d'Ascot et de la région sera invitée à souscrire à la campagne de levée de fonds initiée pour venir à la rescousse de la Maison des jeunes. Président du comité de survie de la Maison de jeunes, le conseiller municipal Raymond Roy invite la population à se montrer généreuse, malgré que le climat économique ne soit pas très favorable.

«Il est vrai que le contexte actuel n'est pas très bon. Toutefois, nous sommes confiants d'atteindre l'objectif de 20 000 \$.»

Les citoyens qui désirent souscrire à la reconstruction de la Maison de jeunes sont invités à se rendre au nouvel hôtel de ville d'Ascot, situé au

### Election à St-Etienne

St-Etienne-de-Bolton

Deux nouveaux venus sur la scène politique municipale, Mme Noëlla Cloutier et M. Denis Morin, aspirent à remplacer M. Jean-Luc Vadnais, un membre du conseil municipal de St-Etienne-de-Bolton qui a remis sa démission en décembre, un mois à peine après son élection.

M. Vadnais a démissionné parce qu'il ne remplissait plus les conditions de résidences imposées à un conseiller.

Le scrutin aura lieu le 10 février. 483 personnes pourront exercer leur droit de vote.

600 de la rue Thibault. L'édifice public sera ouvert entre 8 h et 16 h, samedi et entre 9 h et 16 h, dimanche. Les gens qui ne peuvent se déplacer pourront faire appel aux nombreux bénévoles qui se feront un plaisir d'aller chercher les dons. Il suffit d'appeler à l'hôtel de ville (563-3993) et d'en informer les responsables.

Il sera également possible de faire parvenir des contributions par courrier. Histoire d'assurer un bon déroulement de la campagne de souscription, les organisateurs apprécieraient être informés que des dons seront acheminés par courrier.

«Pour chaque don de 10 \$ et plus,

des reçus seront remis aux gens. Le curé de la paroisse Précieux-Sang, Daniel Croteau, devrait également parler de cette levée de fonds aux différents offices religieux. Des dons pourront être effectués directement à l'église.»

Une cinquantaine de bénévoles devraient collaborer à cette levée de fonds. Raymond Roy soutient également que des commerçants et des travailleurs de la construction se sont engagés à offrir des matériaux à rabais ou à faire des travaux tout à fait gratuitement. Il s'agit là d'une autre forme de collaboration à la cause des jeunes à Ascot.

262, rue Queen  
Lennoxville



TPS et taxe provinciale incluses dans tous nos prix.

tél.(819)569-2411

**CASSE-CROÛTE POULET FRIT**  
2 morceaux de poulet frit et frites **\$325**

Valide 7 jours par semaine de 11h à la fermeture.  
Sur présentation de cette annonce, recevez un breuvage, 9 oz GRATUIT avec votre repas.  
Valide jusqu'au 28 février 1991.

# ERRATUM

Dans notre annonce parue le 23 janvier 1991 dans le quotidien La Tribune, veuillez noter les points suivants:

- LE POURCENTAGE DE RABAIS (50%) NE S'APPLIQUE QUE SUR LA POSE DES PIÈCES DE FREINS, ET NON SUR LES PIÈCES ELLES-MEMES.
- CETTE REDUCTION EST ÉGALEMENT VALABLE AU MAGASIN CANADIAN TIRE DE MAGOG

Nos excuses à notre clientèle pour les inconvénients.



FIÉZ-VOUS À CANADIAN TIRE, N° 1 AU CANADA POUR LES FREINS\*

TECHNICIENS QUALIFIÉS • ÉQUIPEMENT INFORMATISÉ • GARANTIES NATIONALES

MAGASIN ASSOCIÉ

Sherbrooke  
566-1161

Coaticook  
849-9425

Fleurimont  
566-5993

Magog  
843-3373

24196

## DU JAMAIS VU DANS L'HABITATION AU QUÉBEC!

6 MAISONS MODELES A VISITER

PLUS DE 70 MODELES DISPONIBLES

**50% REMBOURSEMENT**

LORS DE LA LIVRAISON NOUS VOUS REMBOURSONS LA MOITIE DE VOTRE DEPOT INITIAL SUGGERE A L'ACHAT DE VOTRE MAISON USINEE.

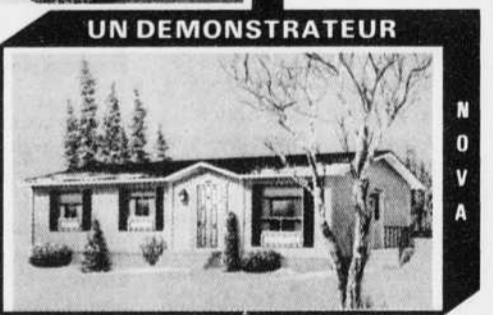
MAISON USINEE



5 ANS DE GARANTIE



26 X 36 PRIX: 37 500\$



24 X 36 PRIX: 35 200\$



**ECONOMISEZ 10 000\$** JUSQU'À L'ACHAT DE VOTRE MAISON MODULAIRE

SONT INCLUS: extérieur vinyle, toiture en bardeaux, porte en acier, fenêtres thermo coulisantes, intérieur mur de préfini, tapis, prélatras, lustres, rideaux.

AUSSI, 25 MAISONS MOBILES DE TOUTES GRANDEURS, A VISITER. A PARTIR DE 3 800\$

**MAISONS PIERRE DOYON**  
999, NOTRE DAME OUEST, VICTORIAVILLE,

TEL: 758-4625

OUVERT:

Lundi au samedi: 9 h à 16 h 30

Judi, vendredi: 9 h à 21 h 00

Dimanche: 11 h à 16 h

24037

## TOYOTA MAGOG

A 15 MINUTES DE CHEZ-VOUS

AUTOROUTE 10 SORTIE 118

### UNE TOYOTA 1991 MOINS CHÈRE MÊME AVEC LA TPS!

Venez vous rendre compte par vous-même. C'EST LE TEMPS D'ACHETER AVANT UNE HAUSSE POSSIBLE AU PRINTEMPS

LE MEILLEUR SERVICE TOYOTA EN RÉGION

FINANCEMENT **6,9%\***

\* 1ère année, financement 60 mois à l'achat de scellant à peinture, scellant à tissus, antiviol et PEA



Christian Longpré  
conseiller aux ventes



Mario Marcotte  
conseiller aux ventes



Sophie Pinard  
conseillère aux ventes



Mario Gagné  
directeur des ventes



**TOYOTA MAGOG INC.**

2224, Route 112, Magog (Québec), J1X 3W3, (819) 843-9883

23494

## Les étudiants en médecine veulent être entendus à l'Assemblée nationale

Andrée ALLARD Sherbrooke

Les étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke sont furieux contre le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Marc-Yvan Côté et ils comptent se faire entendre à l'Assemblée nationale avant l'adoption du projet de loi 120 sur la réforme des services de santé et des services sociaux.

Ces étudiants sherbrookoïses feront les pressions nécessaires pour que la Fédération des Associations des étudiants en médecine du Québec (F.A.E.M.Q.), dont ils sont membres, puisse présenter ses recommandations à l'Assemblée nationale dans les plus brefs délais. Ils considèrent que Québec fait la sourde oreille à leurs propositions depuis plusieurs années.

«Nous sommes bien d'accord avec une réforme axée sur les citoyens. Mais par rapport aux médecins, ce n'est pas trop beau. La principale lacune que nous notons concerne les mesures coercitives qui obligent les jeunes médecins à aller en région», explique Serge Chartrand, vice-président des affaires externes de l'Association générale des étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke (AGEMUS) et membre du comité exécutif de la F.A.E.M.Q.

«Ce n'est pas qu'on ne veut pas aller en région. Mais il y a des mesures incitatives en place depuis 1985 qui

ont officiellement fait leurs preuves sauf que le ministre refuse de faire une étude pour le démontrer», poursuit M. Chartrand. «A part quelques exceptions, le problème des omnipraticiens en région est réglé. Ce qui reste à régler, c'est la répartition des tâches, par exemple entre les CLSC et les salles d'urgence. Et nous sommes prêts à le faire.»

Les étudiants en médecine sont contre le fait de pénaliser les hôpitaux qui ne respecteraient pas le plan d'effectifs médicaux autorisés. Ils acceptent toutefois le principe actuel d'une rémunération différenciée, à savoir un salaire de 30 p.c. moins élevé pour un jeune médecin pratiquant dans une grande ville plutôt qu'en milieu rural.

### Une image négative

Les étudiant-es en médecine de l'Université de Sherbrooke n'ont guère pris les déclarations du ministre Marc-Yvan Côté lors de son passage à Sherbrooke, la semaine dernière qui, estiment-ils, tente de ternir leur réputation.

Réagissant à la manifestation organisée par les médecins résidents et les étudiants en médecine, M. Côté a notamment indiqué qu'ils revendiquaient davantage pour leur bien-être personnel que pour celui de la société.

«En somme, le ministre Côté dit que nous sommes des profiteurs. Il fait tout pour nous celer et véhicule une image négative de nous partout où il va. La population croit que nous ne sommes pas en faveur des citoyens. C'est faux. Cette image qu'il donne à la population va nuire aux relations entre les médecins et les patients. Nous faisons tous les efforts possibles pour coopérer et nos revendications visent à favoriser les citoyens», conclut Serge Chartrand.

## La C.S. Jean-Rivard veut mettre un accent particulier sur la formation professionnelle

Pierre SEVIGNY Plessisville

Afin de répondre à une demande de plus en plus pressante venant du monde industriel du territoire de la MRC de l'Érable, la direction de la Commission scolaire Jean-Rivard (CSJR) de Plessisville demande au ministère de l'Éducation du Québec

(MEQ) la permission de dispenser de nouveau l'option professionnelle en techniques d'usinage.

La CSJR a perdu l'autorisation d'offrir cette option en 1987 dans le cadre de la nouvelle politique gouvernementale en formation professionnelle mais a pu donner le cours jusqu'en février 1989 de façon à permettre aux élèves déjà inscrits de terminer leur apprentissage.

ner leur apprentissage.

Forte de l'appui du milieu, la direction de la commission scolaire a donc décidé de mettre un accent particulier sur la formation professionnelle dans son milieu. Un comité de travail a été formé à cet effet et un dossier vient d'être déposé à la Direction régionale du MEQ.

La présidente du Conseil des com-

missaires de la CSJR, Monique Drolet-Glazier, a précisé que le projet avait été bien accueilli par les fonctionnaires qui n'ont pas caché leur intérêt au regard de l'importance de l'implication du milieu dans le dossier.

Et, selon Mme Drolet-Glazier, le dossier est d'autant plus intéressant à défendre que la CSJR possède encore tous les équipements nécessaires pour faire revivre le cours de techniques d'usinage. Elle soutient que la démarche est justifiable, s'appuyant alors sur le rapport Martin commandé par le Comité d'aide au développement des collectivités et qui souligne la nécessité de dispenser une telle option dans la région de Plessisville.

«Nous serons en mesure de contribuer à doter la région de main-d'œuvre qualifiée en formant des machinistes, en recyclant des ouvriers déjà sur le marché du travail et en répondant à des demandes spécifiques de l'entreprise.» Mme Drolet-Glazier souligne que la CSJR a déjà posé certains gestes pour faciliter l'accès à la formation professionnelle. Ainsi, un enseignant a été affecté à l'élaboration d'une stratégie de marketing et de publicité visant à favoriser les inscriptions et à la remise en marche des équipements de techniques d'usinage.

En outre, la CSJR a officialisé une grille-matières qui permettra à l'élève du niveau secondaire d'avoir un meilleur accès à une exploration des cours de formation professionnelle, soit soudage, techniques d'usinage, esthétique et coiffure.

Et, toujours dans le but d'accroître son implication au niveau de la formation professionnelle, la CSJR a demandé une aide technique et une collaboration du CADC pour constituer un comité visant à étudier la possibilité de former une «école-industrie» dans la région. Mme Drolet-Glazier a précisé que la demande avait été accueillie favorablement.



Photo La Tribune, par Stéphanie Lemire

### L'auto de patrouille heurte deux chevreuils

Deux chevreuils du coup! Les accidents impliquant des véhicules et des chevreuils sont de plus en plus fréquents sur les routes de la région. Toutefois, il est plus rare qu'une automobile heurte accidentellement deux chevreuils en même temps. Et que dire de la singularité de l'incident quand il implique une voiture de patrouille! L'agent François Phaneuf, de la Sûreté du Québec de Sherbrooke, et son compagnon de patrouille, ont vécu ces moments d'émotion, hier matin, vers 10h15, sur le chemin Alfred-Desrochers, à St-Élie d'Orford. Les deux jeunes chevreuils ne s'en sont pas réchappés, ni le véhicule de patrouille.

## Les enseignes sont maintenant conformes au règlement

Lennoxville (YR)

Les enseignes du magasin d'ordinateurs Efficientee, propriété de M. Christofer Enright, sont maintenant conformes aux règlements municipaux de la ville de Lennoxville.

C'est ce qu'a précisé hier Mme Diane Gendreau, inspecteur municipal de la ville de Lennoxville, au cours d'un entretien.

Le commerce de M. Enright est situé au 228, rue Queen, à Lennoxville. «M. Enright est venu chercher un permis municipal, tel que requis, et il s'est conformé à ce que prévoient les règlements de la municipalité», de commenter Mme Gendreau.

M. Enright a entre autre chose baissé l'enseigne de sa devanture, qui se situait à une trop grande hauteur.

## Au lieu d'abolir le corps policier, le maire Nault privilégie un regroupement avec le canton

Huguette HÉBERT Bromptonville

«Il n'est pas dans notre intention d'abolir notre corps policier», a lancé le maire de Bromptonville, Clément Nault, pour rassurer la population. Sans exclure totalement cette hypothèse, il privilégie un regroupement avec le Canton de Brompton.

Il avait soulevé l'hypothèse d'une disparition du service dans une récente déclaration au sujet des conséquences de la réforme «Vers un nouvel équilibre» du ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, qui prévoit notamment que les municipalités sans

corps de police devront payer une partie des coûts de la Sûreté du Québec. Or, le maire soulevait que ces coûts pourraient être bien moindres que ceux reliés au maintien du service local.

«Il est bien évident que nous devons analyser toutes les avenues qui se présentent, et ce n'est qu'en dernier ressort que nous nous résoudrons à opter pour une telle alternative (la disparition)», a ajouté le magistrat.

La police de Bromptonville n'assume que 51 pour cent du temps de surveillance, 49 pour cent étant assuré par la présence sur appel de la Sûreté du Québec. D'après le dernier décret, la po-

pulation totalise 3200 habitants et la richesse foncière uniformisée atteint 79 millions \$. Estimé à 0,10\$ du 100 \$ d'évaluation, le prix du service de police par la SQ serait de 97 794 \$. «Notre police coûte présentement 226 000 \$, observe Clément Nault. Si nous devons encore ajouter d'autres policiers pour couvrir les périodes de nuit ou de vacances, le coût du service pourrait devenir excessif».

Précisant que la population sera consultée, il a déclaré qu'une entente intermunicipale avec le Canton de Brompton pour que celui-ci bénéficie du service et partage les coûts est la solution souhaitée, si les coûts s'avèrent intéressants.

## Westbury veut retrouver ses procès-verbaux volés

Westbury (MM)

Victime du vol de son coffre-fort il y a quelques jours, l'administration municipale de Westbury aimerait bien récupérer son recueil d'anciens procès-verbaux.

La secrétaire-trésorière, Pauline Paré, a expliqué qu'il devenait compliqué d'effectuer tout le travail administratif en raison de la disparition de ces précieux documents.

Elle signale que le coffre-fort, qui ne contenait aucune somme d'argent, a été retrouvé dans un fossé à Ascot-Corner. Malheureusement, tous les

documents d'ordre administratif avaient disparu.

Puisque ces documents ne représentent aucune valeur, on croit que les voleurs ont pu s'en défaire en les laissant sur le bord d'une route ou dans un fossé.

La secrétaire-trésorière fait donc appel à la collaboration du public. Si les documents ont été retracés, il suffit d'en informer la municipalité de Westbury, par l'entremise de la secrétaire-trésorière ou du maire, Wells Coates.

## Séminaire pour les gestionnaires d'événements touristiques

Magog (PS)

L'Association touristique de l'Estrie (ATE) organise un séminaire d'information sous le thème «Le tourisme dans l'événement», le mercredi 30 janvier prochain au club Azur de Magog.

Destinée principalement aux gestionnaires d'événements et de festivals ainsi qu'à ses partenaires, cette journée d'échanges d'idées et d'information situera d'abord toute la dimension touristique d'un événement. Puis, les participants seront invités à s'interroger sur la pertinence des outils de commercialisation utilisés tout en établissant les paramètres d'une collaboration et d'une complicité entre les divers paliers d'interventions, afin de favoriser un sentiment d'appartenance à l'événement et d'accroître l'achalandage de la région estrienne.

Trois conférenciers participeront à cette rencontre dans le but de faire un parallèle entre les festivals. Il s'agit de Jacques-André Dupont du Festival international de jazz de Montréal, Lynn Blouin de la Traversée interna-

tionale du lac Memphrémagog et Denis Leclerc du Festival international de la motoneige de Valcourt.

L'après-midi sera consacré à des discussions en ateliers et, pour conclure, une plénière et présentation des services de commercialisation de l'ATE.

**BURGER KING VOUS PROPOSE LE HAMBURGER A**

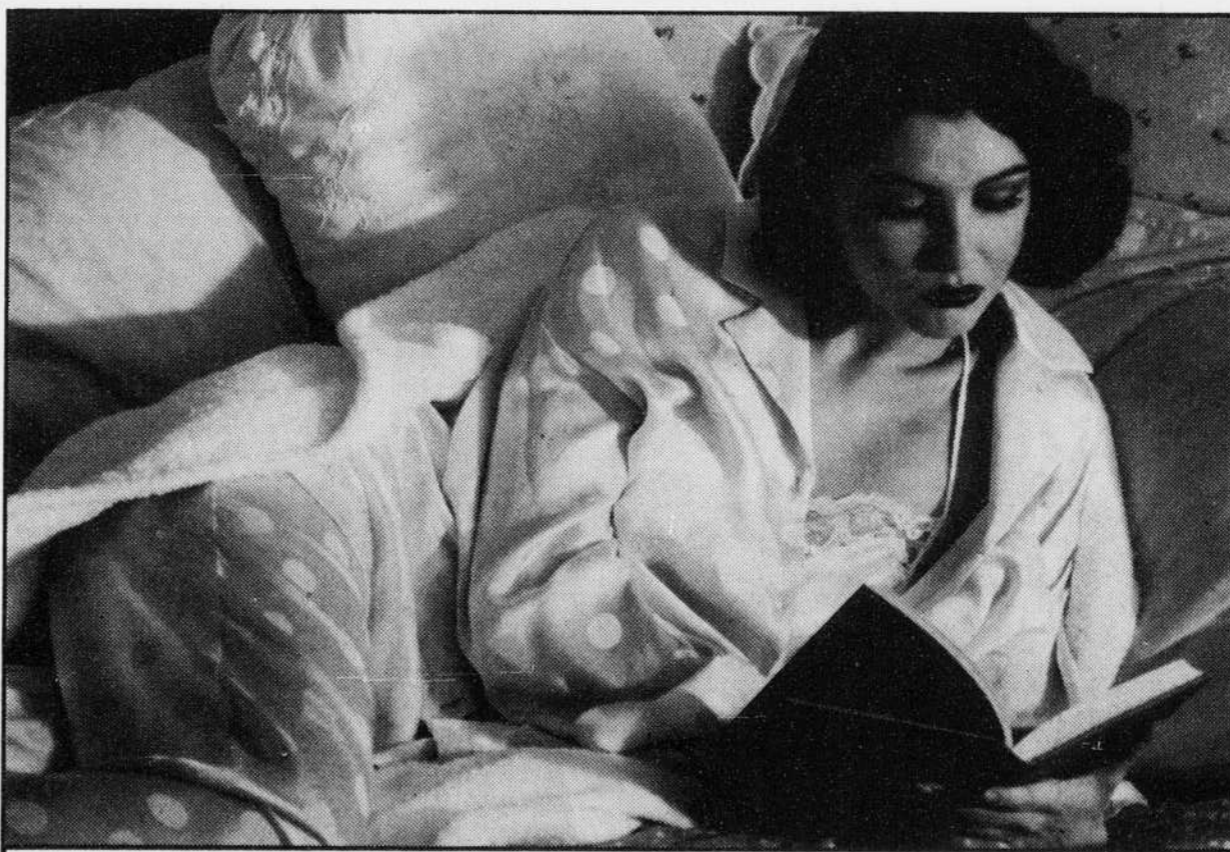
**69¢**

Une vraie bonne offre. Un vrai bon hamburger.

Du bœuf pur à 100%, grillé sur le feu, garni de ketchup et de cornichons.

Limite 5 par client

**BURGER KING C'est. 100%**



Carrefour de l'Estrie

**SOLDES**  
JUSQU'À  
**50%**

Lingerie Silhouette  
vous offre des réductions  
sur une sélection  
de marchandises.  
Vêtements légers  
à prix légers.

**SILHOUETTE**

lingerie

24073

**SALON**  
**DE LA VOITURE IMPORTEE DE**  
**L'ESTRIE**



**DU 24 AU 27 JANVIER 1991**

**Delta.**  
**Sherbrooke**  
Hôtel et Centre des Congrès

2685, RUE KING OUEST,  
SHERBROOKE

**HEURES D'OUVERTURE:**  
jeudi, de 16 h 00 à 22 h 00; vendredi  
et samedi, de 10 h 00 à 22 h 00;  
dimanche de 10 h 00 à 18 h 00.

**ADMISSION: 3\$ adultes**  
**GRATUIT** enfants 12 ans et moins

**COUPON-RABAIS 1\$**

applicable sur le prix d'entrée  
au Salon.

Gracieuseté de **La Tribune**  
Limite: 1 par personne

AUSSI

**COUPON-RABAIS 2\$**

DISPONIBLE AU SALON  
pour les 10 000 premiers  
visiteurs.

Gracieuseté des

Limite: 1 par personne

**NETTOYEURS**  
**daout**

C'EST  
PLUS  
SÛR!

23933

## National

# Les ministres ne croient pas que le PLQ éclatera après le débat sur la souveraineté

André BELLEMARE Québec (PC)

Les ministres du gouvernement Bourassa sont plongés en pleine réflexion sur l'avenir constitutionnel du Québec et ils essaient de se convaincre que leur parti sortira uni et grand de cet exercice, malgré de sérieuses divergences de vue qui sont apparues ces jours derniers.

C'est du moins ce qui se dégage des rencontres de membres du Cabinet avec des journalistes hier avant une réunion du conseil des ministres.

Un des chefs de file du groupe, le ministre Claude Ryan, s'est montré le plus prudent devant les questions ré-

pétées des journalistes. Il a d'abord commencé par dire qu'il «n'avait pas souvenance» d'avoir dit qu'il songerait à quitter le parti si ce dernier adoptait une prise de position constitutionnelle non conforme à la sienne.

M. Ryan a confirmé qu'il a donné son opinion au comité Allaire sans toutefois en expliquer le contenu dans le détail. «Mais c'est le comité qui avait sollicité mon avis et je l'ai fait, comme d'habitude», a tenu à préciser le ministre.

Comme ses collègues, M. Ryan ne s'est pas inquiété des «sensibilités différentes» (selon les mots de M. Bourassa) qui touchent le Parti libéral.

«Je souhaite que nous sortions unis de cette expérience de recherche en commun. Quand la conclusion n'est pas connue d'avance, comme chez le Parti québécois, ça entraîne certains tiraillements et déchirements, sinon ce n'est pas de la recherche authentique», a dit le ministre, qui a refusé de dire si d'après lui le Parti libéral se dirigeait lentement mais sûrement vers la souveraineté.

«On verra en temps utile. Pour le moment, je n'ai pas de commentaire à apporter», a ajouté M. Ryan.

Ce dernier n'a également pas voulu discuter de la position des jeunes libéraux qui se sont prononcés en fa-



Gaston Blackburn

veur de la souveraineté, ni du comité Allaire qui pencherait vers la tenue d'un référendum sur la souveraineté.

«Je ferai part publiquement du résultat de mes réflexions et de ma position constitutionnelle plus tard», a-t-il conclu.

## Pas d'éclatement

Trois collègues de M. Ryan ont aussi tâché de tenir des propos rassurants devant la presse.

Le ministre de la Main-d'oeuvre André Bourbeau ne prévoit pas d'éclatement du parti. «Il n'y a pas lieu d'être inquiet. Tout le monde réfléchit pour le moment et il n'y a encore rien de final», a dit M. Bourbeau.

«Je ne pense pas qu'il y ait un éclatement du parti parce que je crois bien que nous sommes capables de dégager une formule qui rallierait les gens raisonnables des deux côtés. Moi, je poursuis la réflexion et ça progresse», a ajouté le ministre qui est satisfait «de la tournure des débats».

Son collègue aux Loisirs, Chasse et Pêche, Gaston Blackburn, a abondé un peu dans le même sens. Il est satisfait de l'évolution dans la société.

«Cette évolution devrait permettre de meilleures ouvertures et une plus grande compréhension de la problématique. Elle apportera aussi une meilleure connaissance de la décision à prendre et de ses conséquences.»

M. Blackburn refuse de croire à une division au sein du parti. La position des jeunes libéraux constitue «une position d'ouverture intéressante», selon le ministre qui affirme que le Parti libéral est une belle démonstration de ce que c'est la démocratie.

«Nous ne sommes pas peints dans le coin avec une seule option; il y aura des choix à faire (...) et tout le monde regarde ça avec une perspective intéressante», a ajouté M. Blackburn.

## A TRAVERS LE PAYS

### Enseignement collégial: Robillard réagit

Québec (PC) — La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science Lucienne Robillard qualifie «d'assez positif» l'enquête de la revue Actualité sur l'enseignement collégial, mais elle aurait aimé qu'elle porte aussi sur «l'après-étude».

Avant d'entrer dans la salle du conseil des ministres, hier, elle a expliqué que cette vaste étude sur l'enseignement collégial au Québec n'est qu'un point de vue parmi d'autres.

Cette étude, qui a eu l'effet d'une bombe dans le milieu de l'enseignement collégial, a conclu notamment que les collèges privés dispensent un meilleur enseignement que le secteur public.

«Les auteurs de cette enquête ont mis l'accent sur les intras du système d'enseignement, c'est-à-dire le fonctionnement même du régime, alors que moi, comme ministre de l'Enseignement supérieur, je me préoccupe davantage des extras.»

«Je m'attarde surtout à la manière dont se comportent les étudiants à la sortie du collège, je m'intéresse sur le comment du jeune de s'insérer dans le marché du travail, sur sa formation adéquate, en me demandant par exemple s'il sera compétent pour remplir un travail», a expliqué Mme Robillard.

### Procès Munro: des accusations imprécises

Ottawa (PC) — La défense a réclamé hier que les accusations portées contre l'ex-ministre libéral John Munro et ses co-accusés soient précises.

Selon leurs avocats, les 37 accusations de corruption qui pèsent contre M. Munro et six autres hommes sont trop vagues pour leur permettre de préparer une défense adéquate. Les sept hommes sont accusés de complot en vue de verser des pots-de-vin, à même des contrats gouvernementaux, aux organisateurs de la cam-

pagne de M. Munro au leadership du Parti libéral, en 1984.

M. Munro était alors ministre des Affaires indiennes et du Développement du nord, sous le premier ministre Pierre Trudeau.

Les accusations de fraude et de vol font uniquement mention de montants supérieurs à 200 \$. Me Norman Boxall, qui représente deux des accusés, des leaders autochtones, a fait valoir au juge Jack Nadelle que les accusations devraient préciser les montants exacts en cause.

### Juneau dénonce la saignée à Radio-Canada

Toronto (PC) — Pour l'ancien président de Radio-Canada, Pierre Juneau, «la saignée récente, ajoutée à toutes les autres, est une catastrophe».

Parlant devant le Cercle canadien de Toronto, M. Juneau a souligné l'écart entre la «politique verbale» du gouvernement Mulroney qui «ajoute des mots, des symboles, des comités et des structures» et la «politique réelle» qui «diminue les ressources, réduit les programmes, les stations et les services et supprime les artisans».

Alors qu'un bill devant le Parle-

### La Cour fédérale déboute Dignité rurale

Ottawa (PC) — La Cour fédérale a débouté hier le regroupement Dignité rurale qui contestait la fermeture de quatre bureaux de poste ruraux et leur remplacement par des comptoirs postaux installés à l'intérieur d'un commerce.

Dignité rurale a soutenu devant la cour que le ministre responsable de la Société canadienne des postes se devait d'intervenir et d'exiger la réouverture de bureaux de poste gérés par la société d'Etat.

De plus, le regroupement exigeait une révision judiciaire de la décision de la société d'Etat pour deux raisons. D'abord, il maintenait que la

ment consacre la société «diffuseur national» qui doit renseigner, éclairer et divertir. M. Juneau constate «l'abolition de stations régionales, contraire à la lettre de la loi actuelle, au nouveau projet de loi et certainement à l'esprit de la loi».

Quant à l'actualité du Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et la Côte-Nord que continue de couvrir la radio d'Etat, l'ancien président rappelle que «durant les heures de pointe de la soirée, les gens ne quittent pas leur téléviseur pour écouter la radio régionale».

Société canadienne des Postes contrevenait à la Charte des droits en ne traitant pas tous les villages également.

Le dernier argument de Dignité rurale était que Postes Canada contrevenait à sa propre loi qui exige que des communautés de taille similaire reçoivent les mêmes services.

Quatre citoyens s'étaient associés à Dignité rurale pour tenter de faire rouvrir les bureaux de poste d'Aroostook et de Meductic au Nouveau-Brunswick, d'Arran en Saskatchewan et de Falmouth en Nouvelle-Ecosse.

## La dénonciation de Pierre Ducros aurait visé un autre sénateur que Cogger

Ottawa (PC)

Ce n'est pas la conduite du sénateur Michel Cogger, mais celle d'un autre sénateur, que l'homme d'affaires montréalais Pierre Ducros aurait voulu voir scruter par la GRC, à la suite de sa dénonciation de janvier 1989.

C'est du moins l'impression qu'a

eue l'inspecteur André Beauchemin, qui était accompagné de l'inspecteur Tim Quigley au moment de la rencontre avec le président du conseil d'administration de DMR.

M. Ducros venait de perdre un contrat important du gouvernement et il accusait deux sénateurs d'avoir eu recours à la manipulation pour que le contrat soit plutôt accordé à la firme Lavalin.

Les deux inspecteurs, qui avaient déjà des soupçons sur le sénateur Cogger, demandèrent à M. Ducros de lui tendre un piège, afin qu'ils puissent porter des accusations contre lui. Pour ce qui est de l'autre sénateur, ils décidèrent de ne pas poursuivre leur enquête.

M. Ducros a manifesté alors certains signes de mécontentement, a raconté hier l'inspecteur Beauchemin à l'ex-juge René Marin, qui tient une enquête publique sur la façon dont la GRC s'est occupée de cette affaire.

## Mauvaise cible

«Il avait l'impression que nous ne visions peut-être pas la bonne cible, a déclaré le policier. Il avait l'impression que l'autre sénateur était beaucoup plus impliqué.»

Au cours de cet entretien avec les deux policiers, M. Ducros avait affirmé avoir demandé l'aide des deux sénateurs, en janvier 1988, pour obtenir le contrat de 150 millions \$ d'un système de communications informatique au ministère des Affaires étrangères.

Un an plus tard, le contrat lui ayant échappé, il accusait les deux mêmes sénateurs de tripotage. En mai 1989, il prévenait M. Cogger que la GRC «voulait sa tête».

M. Ducros, qui n'a pas encore témoigné à l'enquête de l'ex-juge Marin, aurait refusé de tendre un piège au sénateur Cogger, parce qu'il craignait pour l'avenir de ses affaires.

Si la dénonciation contre M. Cogger a plus intéressé la GRC que celle contre l'autre sénateur, c'est que celui-là faisait déjà l'objet d'une enquête dans d'autres affaires.

## Harcèlement

Un ancien indicateur de police, M. Paul Vidosa, a accusé la GRC de lui avoir demandé d'impliquer le sénateur Cogger dans un réseau de blanchiment d'argent, à Vancouver.

M. Cogger a commencé à attirer l'attention de la GRC au cours de la campagne électorale de 1988, au moment où des médias ont dit de lui qu'il avait agi comme lobbyiste pour l'homme d'affaires Guy Montpetit, impliqué dans une poursuite civile compliquée avec des investisseurs japonais.

## Québec traquera les transporteurs contrevenant au code de la route

Pierre APRIL Québec (PC)

Les transporteurs contrevenant au code de la route seront débusqués et poursuivis sans délai par la nouvelle police de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Au cours d'une conférence de presse, hier, le ministre des Transports Sam Elkas et le président-directeur général de la SAAQ, Jean-P. Vézina, ont annoncé l'entrée en vigueur de toute une série de mesures visant à faire respecter la Loi 108, adoptée en décembre dernier, sur le contrôle du transport routier.

Depuis le 1er janvier, c'est la SAAQ qui assume la responsabilité de l'ensemble du contrôle du transport routier sur tout le territoire du Québec. Les contrôles relevaient jusque-là de huit organismes.

«Notre approche du contrôle du transport routier, a expliqué M. Vézina, vise à intervenir sans avertissement et de façon sporadique. Nous voulons arriver et de façon très significative, à diminuer le pourcentage des contrevenants, en espérant que nous pourrions ensuite mettre plus d'effort à la prévention qu'à la coercition.»

Au cours d'une vérification surprise de 885 véhicules effectuée l'année dernière dans la seule région de l'Abitibi, les contrôleurs ont relevé 586 infractions.

Tous les instruments nécessaires à la nouvelle mission de la SAAQ devront être mis en place très rapidement. D'ici à 24 mois, la SAAQ

comptera une équipe de 500 personnes, dont 300 travailleront directement en région sous l'autorité de huit directeurs régionaux.

## Frapper vite et bien

L'équipe actuelle d'agents est composée de 71 contrôleurs routiers provenant de la Sûreté du Québec et 133 autres viendront se joindre à eux d'ici 1992.

La SAAQ prendra graduellement en charge l'administration du réseau de 25 postes fixes, de neuf aires de contrôle et des 14 balances de voirie. Quatre nouveaux postes seront ajoutés d'ici trois ans.

Le nouvel organisme de contrôle devra frapper vite et bien pour s'assurer que les règles de la saine concurrence soient respectées et que chacun des transporteurs, qu'ils soient Québécois, Canadiens ou étrangers, supporte les mêmes charges fiscales.

Les contrôleurs de la SAAQ seront habilités à recueillir sur le champ la taxe québécoise sur les carburants (achetés hors du Québec), à émettre des permis aux transporteurs qui se hasarderont sur les routes sans y être autorisés, à les refouler aux postes frontières et à retirer les immatriculations aux contrevenants qui refuseront de se soumettre à la loi.

«La stratégie de la SAAQ devra être coordonnée à celle des corps policiers, a expliqué le ministre Elkas, afin de maximiser leur impact. La SQ continuera d'intervenir auprès de l'ensemble des usagers afin d'améliorer la sécurité sur nos routes.»

**JUSQU'À**

# 60%

**LA PLUS GRANDE VENTE DE FOURRURE**

**SUR TOUS LES MANTEAUX DE FOURRURE EN MAGASIN**

**+ UN MANTEAU DE CUIR GRATUIT**

à l'achat d'un manteau de fourrure

**Jusqu'à la fin janvier**

*gratuit*

**la Maison de la Fourrure**

915, rue King ouest, Sherbrooke

24135

## LA MARIÉE 91

Nouvelle Mode vous invite à venir admirer sa nouvelle collection dans son salon complètement redécoré.

- ★ ROBES DE MARIÉES grandes 3 à 13, 5 à 20, 21 à 28
- ★ ACCESSOIRES POUR LA MARIÉE
- ★ ROBES DES MÈRES DES MARIÉS
- ★ ROBES DE GRADUATION

OFFERT GRATUITEMENT

Ajustements

Jarretière

Sac d'entreposage

MISES DE COTÉ SANS INTERET

**Vous pensez mariage, pensez à:**

*Nouvelle Mode*

20, Wellington nord

Centre-ville, Sherbrooke

Spécialistes depuis 1945